

Onuitgegeven brief van Sicco van Goslinga.

Voor eenige weken kwam mij een onuitgegeven brief van SICCO VAN GOSLINGA in handen, waarin hij op uitvoerige wijze betoogt, wat op een voor ons vaderland hoogst belangrijk oogenblik gedaan diende te worden en op welke gronden zijne meening steunde. Het kwam mij terstond voor, dat deze brief genoeg geschiedkundige waarde bezit, om uitgegeven te worden en in dit oordeel werd ik bij nader onderzoek niet weinig versterkt. Indien de leden van het Friesch Genootschap dezelfde meening zijn toegedaan, acht ik hem het best geplaatst in de werken van dat Genootschap, hetwelk reeds in 1844 eene warme hulde aan dien Frieschen staatsman bragt, door de uitgave van J. VAN LEEUWEN'S *Herinnering aan SICCO VAN GOSLINGA* (*), en in 1857 door het uitgeven van zijne *Mémoires relatifs à la guerre de succession de 1706—1709 et 1711*, publiées par U. A. EVERTS et G. H. M. DELPRAT.

Slechts weinig woorden zijn noodig tot opheldering. Men herinnere zich slechts, hoe LODEWIJK XIV, na den ongelukkigen veldtocht van 1708, in het begin van 1709 genoodzaakt was aan de verbonden Mogendheden den vrede te vragen, hoe overtuigd ook, dat men hem harde

(*) *De Vrije Fries*, III, 277—314.

voorwaarden zoude stellen. Groot waren, gelijk men weet, de eischen bij de preliminairen gesteld, en toch zoude LODEWIJK er in bewilligd hebben, zoo niet bij art. 4 hem de verplichting ware opgelegd, om met eigen wapenen PHILIPS uit *Spanje* te verdrijven, en art. 37 had bepaald, dat de vervulling van alle gestelde voorwaarden slechts een wapenstilstand ten gevolge zoude hebben. Dit was te veel voor den trotschen koning: »guerre pour guerre, j'aime encore mieux la faire à mes ennemis, qu'à mes enfans;» zoo riep hij in volle raadsvergadering uit.

Men heeft vooral aan de Hollandsche staatsliedente laste gelegd, dat zij bij deze gelegenheid door het onderste uit de kan te willen hebben, zich het lid op den neus hebben zien vallen. Geheel onverdiend is die beschuldiging niet, vooral indien men bedenkt, dat er onder de staatslieden dier dagen sommigen waren, die hunne waarschuwende stem tegen dezen loop van zaken deden hooren. We weten dat VAN GOSLINGA (*) en Prins EUGENIUS onder dezen behoorden, en VAN LEEUWEN (†) meldt, dat VAN GOSLINGA »met kracht van redenen" de Nederlandsche staatslieden poogde te overtuigen van de aannemelijkheid der door *Frankrijk* gestelde voorwaarden. Welke argumenten hij daarvoor aanvoerde, blijkt uit den straks te melden brief. Hij is gerigt aan ERNST HENRIK BARON VAN ITTERSUM *tot den Oosterhof*, lid van de Staten Generaal. Ik hoop elders het een en ander te melden aangaande dezen invloedrijken staatsman, ontleend aan eene groote ver-

(*) *Mémoires*, p. 100--102.

(†) T a. p. bl. 289.

zameling van brieven, mij welwillend ter leen verstrekt door 's mans afstammeling Mr. F. A. S. A. Baron VAN ITTERSUM te *Hattem*, waarin ook VAN GOSLINGA's brief zich bevindt. Het zij hier voldoende, er op te wijzen, dat deze VAN ITTERSUM dezelfde is, bij wien hij kort te voren (*), na te vergeefs den Raadpensionaris en den Griffier gezocht te hebben, zich vervoegde, om mondelings in den zelfden geest zijne waarschuwende stem te doen hooren.

Volge nu de brief, waarvan ik de spelling onveranderd gelaten heb.

MR. J. I. VAN DOORNINCK.

Zwolle, 29 September 1871.

(*) Blijkens zijne *Mémoires*, p. 100.

Tournai le 29 de Aoust 1709.

Monsieur !

Je me trouve honore de la votre du 24 du courant. Je l'ai lue et relue, mais permettes moi, que je vous dise franchement que loin de me faire changer, elle m' a affirme dans le sentiment dans lequel vous scavez qui j'aye tousjours, et particulierement du temps de la négociation sur les preliminaires, été, qu'on pouvoit avec une seureté morale, et devoit par raport a nos finances accepter ces mesmes preliminaires a l'exclusion meme du 37 art. j'ay crû au commencement suivre pied a pied votre raisonnement, mais en relisant la votre, je trouve, qu'au lieu d'entrer en discussion si en cas d'armistice il faudra desarmer ou non, et si apres le desarmement la France sera d'une meilleure condition que nous, il faut dis-je, avant que d'entrer dans cette discussion examiner si par la guerre contre la France et les heureux succes qu'on pouroit avoir, on puisse obliger le Roi Philippe à quitter l'Espagne, et les Espagnols a le permettre, et a l'abandonner. Si on considere qu'apres le depart de troupes Francoises le Roi Philippe a sur pied environ les 100 Esq. et quelque 50 batt, on demeurera aisement d'accord que ce Roi n' abandonnera pas sur un simple ordre de son Ayeul un trone, qu'il peut aisement maintenir contre les forces des Allies, qui se trouvent en Espagne, loin de cela il peut se flater de

chasser son concurrent du coin de terre qu'il ne maintient qu'a peine, au (lieu) donc de chasser le Roi Philippe de l'Espagne par la continuation de la guerre contre la France, quelque avantageuse qu'elle peut etre, nous courons risque de voir le Roi Charles reprendre la route d'Italie, il s'en suit donc demonstrativement que quelque avantage que nous remportions sur la France, nous serons tousjours a la fin obliges de porter de nouveau la guerre en Espagne. Cela etant comme un fondement solide posé, il nous reste a considerer, s'il nous convient mieux de faire la paix avec la France aux conditions stipulées par les preliminaires avec les villes de Thionville, Cambrai et Valenciennes, comme des otages de la bonne foy, ou si nous trouvons des avantages a continuer la guerre contre l'une et l'autre couronne. Dans la discussion de cette tres importante matiere, il me semble qu'il faut examiner 1° si l'etat des finances de la Republique permet de continuer plus longttemps la guerre, 2° si en cas de continuation on se puisse flatter de remporter des avantages, qui balancent la perte des sommes immenses et du sangh qui a grands flots se repandent dans cette cruelle guerre. 3° Les grands dangers que court la Republique dans la durée de la guerre. 4° L'Etat dans lequel Elle se trouvera apres meme, que le Grand Dieu l'aura béni d'une glorieuse paix; je reserve pour la conclusion le premier article de votre lettre, a scavoir, qui apres l'armistice, la France ou nous, sera de meilleure condition; j'acheverai par un espee de plan pour finir la guerre en Espagne. Pour cequi regarde le prem: point si nos finances suffisent pour les frais

immenses de la guerre, je crois que vous n'hésiteres pas un moment a conclure avec moi, qu'il est impossible de subvenir aux frais immenses d'une nouvelle campagne, ce seul article suffiroit et couperoit court a tout autre raisonnement, mais passons nonobstant cela dans une supposition contraire a l'examen du second point. Pour ce qui regarde les avantages qu'on pourra encor remporter durant cette campagne, il faut les borner à la prise de la Citadelle, nos chefs, croyes moi sur ma parole, ne tenteront plus rien, ils ne voudront point risquer sur la fin d'une campagne et peut etre d'une guerre, les lauriers dont leur temples (sic) sont couronnés, l'un et l'autre peut etre, atendent de ceuillir dans la paix les fruits de leurs travaux, un malheur effaceroit le merite de tant de victoires remportées avec tant de gloire sur les ennemis de leurs maitres, l'exemple du Roi de Suède les frappe, n'en doutez pas, soies donc sur Monsieur, que pour le reste de la campagne nous ne faisons rien que demanger une partie de notre Hainaut et du Brabant, ce n'est pas que peut etre on pouroit encor former quelque entreprise, mais il faut advouer qu'il y a du risque, tant par raport aux ennemis, que par raport à la saison, qui oseroit donc, sans passer pour temeraire contredire a deux chefs, et quels chefs! Vo(i) la donc cette campagne finie, pour celle de l'année qui vient, il faut considerer, que les troupes des ennemis, quoique dilabrees par une grande desertion, se remettent de leur frajeur, il y aura plus de bled, soit du cru du paix, soit que pendant l'hyver il en soit transporté du Levant, de l'Afrique et d'ailleurs,

et en troisieme lieu ils auront beaucoup de facilité a travailler partout a des nouvelles lignes pour nous empescher l'entrée dans le coeur du paix (pays). Passons au 3ième art. qui regarde le danger, que court la Republique par la continuation de cette guerre, il faut la dessus remarquer qu' il faut risquer ou ne pas risquer, au dernier cas, nous nous consumons sans rien gagner, et perdrons par la selon toutes les apparences ce qui nous reste en Espagne, Si nous hasardons et qu' un malheur arrive en quel etat se trouveroit la Republique, je fremis quand je songe aux suites d'une malheureuse bataille, nos frontieres desarmées, des Chefs et troupes etrangeres dans le coeur du paix (pays), peu on point de subordination des Genereaux, je n'excepte pas nos propres aux ordres de l'Etat, le Credit ruiné, le Gouvernement, comme il arive tousjours dans les malheurs, déchiré par des cabales et factions, enfin un bouleversement général de (la) République seroit avec raison a craindre, quand je considere tout cela, je ne trouve pas des avantages asses grands dans la guerre, qui puissent etre mises en balance avec les malheurs qu' une malheureuse guerre pourra entrainer avec soi, mais posons que Dieu benisse nos armes, en quel Etat se trouvera la Republique apres une glorieuse paix ? cette matiere qui fait le 4ième point est trop delicate, et vous aves outre cela trop de lumieres, pour oser ou avoir besoin de m'étendre la dessus, je me bornerai donc a dire, que l'Angleterre est assurément en etat de continuer encor quelques années, sans se trop surcharger, la guerre contre la France, que l'Empereur devient de

jour en jour plus puissant, que les Princes d'Allemagne, parmys les quels il s'en trouve qui peuvent donner de justes ombrages, tant par raport a leur puissance que leur voisinage a la Republique, loin de se consumer par la guerre, deviennent plus puissants et plus formidables qu' ils n'ont jamais été, que la Republique au contraire s'afuiblit de jour en jour et seroit a la durée exposée comme par le passé à l'insulte de ces voisins, je crois pour ces raisons on doit conclure, qu'il ne convient plus de continuer cette sanglante guerre, je repete donc que puisque nous sommes convaincus dans notre ame que les provinces ne peuvent plus absolument subvenir aux frais d'une nouvelle campagne, que selon toutes les aparences cette meme campagne ne recompensera pas les tresors immenses et les flots de sangh, qui peut etre seroit repandus, que de l'autre coté une inaction nous consume a coup sur et perd l'Espagne, qu'une malheureuse bataille entraineroit la ruine de la chere patrie, que finalement une paix, même glorieuse, la laisseroit dans un etat a pouvoir etre insulté impunement par ses voisans, je crois dis je que tout bon patriote doit conclure avec moi, qu'a moins de se rendre responsable devant Dieu et les hommes des malheurs qui pouroient ariver, on ne doit, ni ne peut laisser plus longhtemps gemir les peuples sous les misères de la guerre, et mon Dieu quelle guerre! une guerre je dois le dire qui ne respecte ni l'autel ni aucune chose sacrée, les cris des violées, d'assassinés montent jusqu'au ciel et demandent vangeance, on a beau prescher, on ferme l'oreille aux cris des malheureux. Si vous

consideres toutes ces raisons avec votre pénétration ordinaire, ne seres vous pas convaincu avec moi Monsieur que nous pouvons avec seureté et devons pour l'amour de nos peuples finir cette sanglante guerre; je vous conjure donc par ce même amour pour le salut de la Republique de tenir la main a la continuation et conclusion de la negociation qui est sur le tapys.

Vojons astur Monsieur si apres avoir obtenu par la grace de Dieu et les soins infatigables de ceux qui s'y sont employés cette paix tant désirée de nos peuples, nous ne pouvons pas nous flater avec espérance bien fondée de finir glorieusement en peu de temps et a peu de frais par raport a nous la guerre en Espagne. Je conviens avec vous Monsieur que la France apres l'armistice que je supose aussy devoir durer, cassera une partie de ces troupes, mais que ces troupes s'en iront des aussy tôt en Espagne et qu'on en formera une armée de 100m hommes bien entretenus, c'est de quoi je ne puis pas me persuader, ces troupes cassées seront ou Francois ou Allemans, des premiers on n'en voudra pas, ni la France de peur de depeupler son paix qui manque deja d'hommes ne le voudra pas non plus, restent les Allemans qui ne s'empresseront pas de changer volontierement de climat, mais posé que de l'une et de l'autre nation il en passe quelques milliers, qui les entretiendra? la France n'est pas en etat pour cela, et pour l'Espagne je crois, qu'elle a asses de peine a fournir a l'entretien des troupes qu'elle a desja sur pied, il s'ensuit donc ce me semble, ou que la France ne se

trouvera guere soulagié ou sera obligée d'abandonner tout de bon l'Espagne: examinons astur notre etat, je crois que, la France faisant une reforme, nous pouvons en faire sans aucun risque autant et plus, a proportion même de ce que l'un et l'autre etat a sur pied, les frontières de la France par ce traité sont tant du coté de l'Italie, Allemagne et les paix Bas si fort afoiblies, qu'elle doit a proportion de nous, employer des guarnisons si considerables, que quoiqu'elle ait trois fois plus de troupes que nous, à peine pourront elles suffire pour bien garnir ces places, et il ne me reste plus que de marquer le plan (de) la guerre et des troupes qu'il faudra employer en Espagne: pour le nombre je le fixerois a 30 m. h. dont la moitié seroit transportée d'Italie en Catalogne, sous les ordres d'Aarenberg, les autres 15 m. doivent etre transportés d'Angleterre et de Hollande en Portugal, de ces 30 m. dix mille doivent et peuvent etre entretenus par l'Empereur, la possession tranquille des Etats en Italie lui en fournira facilement les moyens: pour les autres 20 m., et les frais de transport des 10 m. de l'Empereur, il me semble qu'il seroit juste, que l'Angleterre selon la proportion recue se chargeat des deux tiers, il me tombe, en ecrivant cecy, dans l'esprit, que si l'on pouvoit engager le Ducq d'aller commander en Portugal, il nous aideroit a faire passer l'Angleterre sur cet article, aussy bien prendt elle les affaires d'Espagne si fort a coeur, qu'elle passera par dessus tout pour s'en faciliter la reduction; A l'égard des nations qu'on

employeroit a cette expédition, je crois que preferablement on devroit prendre les troupes des Paix Bas et le reste de concert avec l'Angleterre, soit nationales ou de celles de meilleures des Princes d'Allemagne. Ces 30 m. h. bien pajés et commandés par des chefs de reputation seroient capables de mettre bientot a fin la guerre d'Espagne, il n'est pas même moralement parlant a douter, que les Espagnols, se vojants d'un coté aban(don)nés par la France, et de l'autre qu'il n'y a que sous le Roi Charles qu'ils puissent conserver la Monarchie entiere, ouvriront enfin les jeux et nous prêteront la main a metre ce Prince sur le trone. Par tout ce longh raisonnement il parroit, que nous pouvons et devons accepter les preliminaires avec cette limitation, qu'au lieu du 37ième article, nous pouvons nous contenter de Thionville, Cambrai et Valenciennes, a moins qu'on ne stipule de garder la derniere en propriété au lieu de Tournai conquis comme des otages de la bonne foi de la France. Je scais qu'on parle de Bayonne et Perpignan, mais je vous prie qu'en fera(t)on? Ce ne sont que des depenses superflues qui ne font rien a l'affaire, bornons nous donc a ce que j'ay eu l'honneur de vous dire et concluons enfin au plutot un traité qui établira de nouveau la Republique, et sera admiré de la postérité. Je vous prie de vouloir faire part de mes petites pensées a Mr. le Pens: je scais bien qu'elles ne sont pas assez digerées mais vos occupations et distractions ne me permettent pas de donner tout le temps nécessaire pour les bien ranger.

Je baise les mains a Mrs. le Pens: et le Greffier,
pour vous Monsieur sojez sur que je suis avec une
veritable estime pour vos mérites

Votre tres humble et tres
Obeissant Serviteur
S. v. GOSLINGA.